

OUÏGHOURS: DISPARITION PROGRAMMÉE D'UN PEUPLE ET DE SA CULTURE

TEXTE MARIE HOLZMAN, sinologue, présidente de Solidarité Chine
PHOTO VALERIA MONGELLI - Hans Lucas - AFP

Le 20 janvier 2022, l'Assemblée nationale a adopté une résolution reconnaissant le « caractère génocidaire » des violences chinoises contre les Ouïghours, ethnie musulmane du Xinjiang – région dite autonome du nord-ouest de la Chine, dont l'autonomie est fictive et l'administration contrôlée par le Parti communiste.



Petite fille ouïghoure lors d'une manifestation contre le génocide à Bruxelles (Belgique), en juillet 2021.

12 Cette résolution dénonce le travail forcé, la surveillance généralisée, les tortures, internements de masse, campagnes de stérilisation, l'éradication des pratiques religieuses, la séparation des familles... La situation insupportable dans laquelle vivent les 12 millions de Ouïghours et autres ethnies musulmanes de la région (Kazakhs, Ouzbeks) est connue depuis plus de 20 ans, mais les violences ont empiré à partir de 2014. Jusque-là, les dirigeants chinois – Deng Xiaoping, Jiang Zemin, Hu Jintao – avaient géré le Xinjiang (région aride grande comme trois fois la France, mais peuplée de seulement 22 millions d'habitants) sans trop s'acharner sur les populations locales. Ils se « contentaient » de réprimer les flambées de colère qui se produisaient lors de conflits ethniques.

UNE RÉGION STRATÉGIQUE POUR LA CONQUÊTE CHINOISE DU MONDE

L'actuel Président, Xi Jinping, a accédé au pouvoir en 2013 et a rapidement dévoilé son plan de « nouvelles routes de la soie » censées relier la Chine intérieure à l'Atlantique par le rail, et par la mer jusqu'au-delà des frontières de l'Europe. Or, ces routes passent presque toutes par la région du Xinjiang, riche en ressources minières et en terres rares. Il fallait donc qu'elle soit pacifiée et s'intègre sans accroc à cette stratégie.

Des chercheurs de toutes nationalités ont mis au jour des faits désormais incontestables. Dès 2014, sur ordre de Xi Jinping, l'intellectuel Ilham Tohti, économiste et militant actif pour un dialogue apaisé entre Pékin et le Xinjiang, a été arrêté et condamné à la prison à vie pour « tentative de sécession ». La même année, les disparitions de professeurs, journalistes,

artistes ou simples citoyens ouïghours se sont multipliées. Dès 2016, des camps d'internement ont été construits un peu partout dans la région. Chen Quanguo, Secrétaire du Parti communiste au Tibet depuis 2011, a été muté à Urumqi, capitale provinciale du Xinjiang, en août 2016. Dès son arrivée, comme il l'avait fait au Tibet, il a instauré un réseau de surveillance sur la totalité du territoire (1,6 million de km²) : personne ne pouvait échapper à l'œil de Pékin.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Désignés comme « terroristes » pour – entre autres – quelques mouvements de protestation, les Ouïghours ont été transférés en masse dans ce que le pouvoir appelle des « centres de formation professionnelle » construits comme des prisons. Il est estimé que, depuis 2017, environ un million de Ouïghours ont subi dans ces camps des stages de « déradicalisation ». Certains y sont restés quelques mois, d'autres plusieurs années, et d'autres encore y ont succombé sous la torture et les mauvais traitements. Des échos de plus en plus précis nous parviennent grâce aux témoignages des rares victimes qui ont réussi à en sortir et à quitter le territoire chinois⁽¹⁾. Les Ouïghours, Kazakhs et autres ethnies y sont soumis à d'intenses périodes de lavage de cerveau, obligés à ne parler que le chinois ou à chanter à la gloire du Parti communiste et de son dirigeant. À l'issue de ces « stages », les personnes jugées aptes au travail manuel sont envoyées en Chine intérieure pour travailler dans des usines, ou restent au Xinjiang dans des usines textiles ou mécaniques, où le recours au travail forcé ou pratiquement non rémunéré semble être la règle. Autre conséquence de ce processus de « sinisation », les familles sont dispersées : les parents se retrouvent séparés

dans des camps, puis dans des usines éloignées les uns des autres, et les enfants placés dans des orphelinats où ils ne doivent plus parler qu'en mandarin et ne peuvent pas voir leurs parents.

VIOLENTE CAMPAGNE DE STÉRILISATION ET D'AVORTEMENTS FORCÉS

Le processus est encore aggravé par l'encouragement fait aux jeunes ouïghours de s'engager dans des couples mixtes (avec des Han). Il est alors garanti que l'éducation de leurs enfants sera prise en charge par l'État et que les jeunes mariés recevront de l'argent pour commencer leur nouvelle vie. Dans ce contexte, l'identité ouïghoure sera vite dissoute dans celle des Han – qui viennent massivement s'établir dans la région. Ils constituent l'ethnie majoritaire de la Chine, soit 92 % de la population. Au Xinjiang, ils représentent déjà près de 60 % de la population.

Les découvertes d'un chercheur allemand, Adrian Zenz, concernant une violente campagne de stérilisation et d'avortements forcés, ont poussé les instances internationales à utiliser le mot de « génocide » – lequel est reconnu en décembre 2021 par le Tribunal citoyen « ouïghour », créé à Londres en 2020 par l'ONG Coalition for Genocide Response (*lire Humains n° 23, p. 10*).

À la lecture de documents locaux de planning familial, Zenz a découvert que le taux de croissance de la population a diminué de 84 % entre 2015 et 2018 dans les deux plus importantes préfectures du Xinjiang. Les femmes qui ne se soumettraient pas aux nouvelles règles seraient punies par des enfermements extrajudiciaires dans ces « camps de formation ».

13 Xi Jinping savait ce qui était en train de se passer. Il a imprimé sa marque et dicté ses ordres. Il est le principal responsable d'une nouvelle forme de « ethnocide culturel » et de crime contre l'humanité. Le détail des instructions données par le Président dans un discours prononcé en 2014 devant des cadres du Parti au Xinjiang est sans ambiguïté. Il a affirmé, en parlant des « terroristes ouïghours », qu'il fallait se comporter « avec la même violence qu'eux ». Il a appelé à une « lutte totale contre le terrorisme, l'infiltration et le séparatisme », en utilisant les organes de la dictature et en ne montrant « absolument aucune pitié ». Les faits le prouvent : les Ouïghours sont écrasés sans états d'âme.

1) Gulbahar Haitiwaji et Rozenn Morgat, *Rescapée du goulag chinois*, Éditions des Équateurs, 2021, 244 p., 18 €.

Le réseau du parrainage Chine de l'ACAT-France

Proposé en mai 2006 pour soutenir des chrétiens chinois emprisonnés ou en disparition arbitraire pour leur foi, ce réseau a mobilisé au départ une centaine de groupes ACAT-France. Au total, 12 prisonniers ont été parrainés, dont un jeune père de famille ouïghour, Alimujiang Yimiti, animateur d'une communauté évangélique avec son épouse. Condamné à 15 ans de prison, il devrait être libéré cette année. Nous soutenons aussi l'évêque Jacques Su Zhimin de Baoding (Hebei) disparu depuis 24 ans. Aujourd'hui, 45 groupes ACAT continuent de les accompagner.